

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 24-26 mai 2004

RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES

**Point 6 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2004/6-B/1/3
22 avril 2004
ORIGINAL: ANGLAIS

COMPTES VÉRIFIÉS POUR L'EXERCICE BIENNAL 2002–2003: SECTION III

**Rapport détaillé du Commissaire aux comptes
et observations concernant des questions
financières**

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le fonctionnaire du PAM mentionné ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur de la Division des finances (FS): M. S. Sharma tél.: 066513-2700

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES CONCERNANT L'AUDIT DES COMPTES DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL POUR L'EXERCICE ALLANT DU 1ER JANVIER 2002 AU 31 DECEMBRE 2003

Table des matières

Résumé	<i>(paragraphe 1 à 4)</i>
Portée et approche de l'audit	<i>(paragraphe 5 à 10)</i>
Constatations détaillées pour l'exercice biennal 2002–2003	<i>(paragraphe 11 à 27)</i>
Suite donnée au Rapport du Commissaire aux comptes pour l'exercice biennal 2000–2001	<i>(paragraphe 28 à 29)</i>
Remerciements	<i>(paragraphe 30)</i>



RESUME

Résultats d'ensemble de l'audit

1. J'ai vérifié les comptes du Programme alimentaire mondial (PAM) conformément au Règlement financier du Programme et aux Normes communes du Groupe des vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique.
2. Mes vérifications n'ont fait apparaître aucune lacune ou erreur qui aurait pu à mon avis affecter sur des points importants l'exactitude, la complétude et la validité des états financiers dans leur ensemble et j'ai exprimé une opinion sans réserve au sujet des états financiers du PAM pour l'exercice biennal 2002–2003.
3. Conformément au Mandat additionnel pour la vérification externe des comptes figurant en annexe au Règlement financier, mon rapport comporte des observations et recommandations spécifiques visant à améliorer la gestion et le contrôle financiers du PAM. Outre ce rapport, et dans le cadre de mes vérifications des comptes de l'exercice biennal 2002–2003, j'ai également présenté des rapports sur mon examen des opérations de transport aérien du PAM, sur les activités d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité entreprises par le Secrétariat, et de la gouvernance de l'Organisation. En octobre 2003, j'ai fait rapport au Conseil d'administration sur mon examen de la stratégie de ressources humaines du PAM.

Principales constatations et recommandations de l'audit

4. Le présent rapport expose la portée de mes vérifications et l'approche suivie pour la vérification des états financiers de l'exercice biennal 2002–2003; les constatations détaillées qui se sont dégagées de cette analyse; et des observations sur la suite donnée au rapport du Commissaire aux comptes pour l'exercice biennal 2001–2002. Les constatations détaillées exposées ci-dessous portent sur les questions les plus importantes et sont accompagnées de recommandations concernant les mesures adoptées à ce sujet à la suite des travaux réalisés par des collaborateurs au siège ainsi que lors de leurs visites des sept bureaux régionaux et de dix bureaux de pays. J'ai formulé un certain nombre de recommandations spécifiques visant à améliorer la gestion et les rapports financiers, le suivi des opérations financières par le siège et les bureaux régionaux et l'utilisation du système WINGS.

PORTEE ET APPROCHE DE L'AUDIT

Portée de l'audit

5. J'ai vérifié les comptes du Programme alimentaire mondial pour l'exercice allant du 1er janvier 2002 au 31 décembre 2003 conformément à l'article XIV du Règlement financier et au Mandat additionnel pour la vérification externe des comptes joint en annexe audit règlement.



Objectifs de l'audit

6. La vérification des comptes avait essentiellement pour but de me permettre de formuler une opinion sur le point de savoir si les dépenses comptabilisées pendant l'exercice avaient été encourues aux fins approuvées par le Conseil d'administration, si les recettes et les dépenses avaient été classées et comptabilisées conformément au Règlement financier et si les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière au 31 décembre 2003.

Normes d'audit

7. Mes vérifications ont été effectuées conformément aux Normes communes du Groupe des vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Selon ces normes, la vérification des comptes doit être planifiée et conduite de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'erreurs significatives. La direction du PAM est responsable de la préparation de ces états financiers et il m'appartient de formuler une opinion à leur sujet fondée sur les conclusions de mes vérifications.

Approche de l'audit

8. Conformément aux Normes communes, mes vérifications ont comporté un examen général des systèmes comptables et une analyse par sondage des états comptables et des procédures de contrôle interne, selon ce que j'ai jugé nécessaire compte tenu des circonstances. Les procédures d'audit sont conçues, essentiellement, de manière à me permettre de formuler une opinion sur les états financiers du PAM. Cela étant, je n'ai pas examiné en détail tous les aspects des états financiers et budgétaires, et les résultats de l'audit ne doivent pas être considérés comme un avis sur tous ces aspects. Mes vérifications ont été axées principalement sur un examen direct par sondage de tous les domaines couverts par les états financiers. Un examen final a été effectué pour obtenir l'assurance que les états financiers reflétaient avec exactitude les états comptables du PAM et étaient présentés de façon objective.
9. Mes vérifications ont également comporté, pendant l'exercice biennal, les visites de mes collaborateurs aux sept bureaux régionaux et à dix bureaux de pays du PAM, où ils ont examiné le fonctionnement des systèmes de contrôle pendant l'exercice biennal et procédé dans chaque bureau à une analyse par sondage des opérations réalisées. À la fin de chacune de ces visites d'audit, mes collaborateurs ont adressé une lettre de gestion au Directeur exécutif dans laquelle ils ont exposé leurs principales conclusions. L'on trouvera en annexe une liste des pays et des localités visités. Mes collaborateurs ont également communiqué au Directeur exécutif des lettres de gestion à la suite de leur travail de planification des audits, de leur analyse de la clôture au milieu de l'exercice biennal des systèmes financiers et de leur analyse de l'ensemble des systèmes d'information du siège, à Rome. En tout, 20 lettres de gestion ont été adressées au Directeur exécutif afin de mettre en relief les domaines dans lesquels les systèmes de contrôle financier du PAM pourraient être améliorés.



Conclusion de l'audit

10. Mon rapport comporte un certain nombre d'observations et de recommandations qui pourraient être utiles au Conseil d'administration et, conformément à la pratique usuelle, mes collaborateurs ont consigné leurs autres constatations dans des lettres de gestion adressées au Secrétariat. Aucun des points ayant fait l'objet de ces observations et recommandations n'a affecté à des égards importants mon opinion sur les états financiers du PAM pour l'exercice biennal et, nonobstant les observations figurant dans le présent rapport, mon analyse n'a fait apparaître aucune lacune ni erreur qui aurait pu à mon avis compromettre sur des points importants l'exactitude, la complétude et la validité des états financiers dans leur ensemble. En conséquence, j'ai formulé une opinion sans réserve au sujet des états financiers du PAM pour l'exercice biennal 2002–2003.

CONSTATIONS DETAILLEES POUR L'EXERCICE BIENNAL 2002–2003

Changements de la présentation des états financiers et des notes

11. Pendant leurs analyses sur le terrain, mes collaborateurs ont constaté que, souvent, les dépenses encourues au titre d'un projet dans une catégorie d'activité avaient été affectées à un autre projet relevant d'une autre catégorie d'activité. En Angola, par exemple, plus de 2 millions de dollars de dépenses affectées à une opération spéciale (opération aérienne en Angola) avaient été imputés à l'IPSR réalisée dans le pays du fait de l'insuffisance du financement mobilisé pour l'opération spéciale. Mes collaborateurs ont détecté des cas semblables dans d'autres bureaux de pays: les dépenses concernant une opération d'urgence imputées à une opération spéciale en Afrique australe; les dépenses correspondant à un projet de développement imputées à une IPSR au Mali; les dépenses liées à une IPSR imputées à une opération d'urgence en Arménie. Ces vérifications ont suscité beaucoup d'incertitude quant à l'exactitude des comptes présentés par catégorie d'activité, sans que cela affecte pour autant la validité des opérations elles-mêmes. De ce fait, les états financiers vérifiés pour l'exercice biennal 2002–2003 ne comportent pas de récapitulation des dépenses afférentes aux projets par catégorie d'activité. Ces informations sont maintenant présentées dans le Rapport du Directeur exécutif sur l'administration financière du Programme alimentaire mondial, et elles ne sont donc pas vérifiées.
12. En outre, par suite du passage à une comptabilité d'exercice, les comptes reflètent les ajustements indispensables, à des fins de comparaison, des chiffres de l'exercice précédent.
13. Mes collaborateurs ont travaillé en étroite coordination avec le Secrétariat pour éclaircir et simplifier la présentation des états financiers et des notes y relatives. Ce travail a permis d'améliorer la présentation des dépenses par catégorie d'activité et par source de financement et d'éclaircir les notes décrivant les résultats obtenus par le PAM pendant l'exercice biennal. Les états financiers comportent désormais les informations sur les résultats et des données à l'appui en fonction des trois principaux guichets de financement du PAM, à savoir catégories d'activités; Fonds général et comptes spéciaux; et opérations bilatérales et fonds fiduciaires.



Comptabilisation et imputation des dépenses afférentes aux projets

14. Comme indiqué ci-dessus, mes collaborateurs ont constaté que, souvent, les dépenses encourues au titre d'un projet relevant d'une catégorie d'activité déterminée avaient été imputées à un autre projet correspondant à une catégorie d'activité différente. Ils ont constaté également que, parfois, des dépenses n'avaient pas été affectées au projet approprié de la même catégorie d'activité (dépenses correspondant à une IPSR imputées à une autre IPSR en Angola, par exemple). Cela, sans avoir d'impact direct sur les états financiers, fausse les informations de gestion fournies par le système WINGS et amoindrit leur utilité pour la prise de décisions et l'évaluation et la mesure des résultats des projets. En outre, cela affecte l'exactitude des rapports standards annuels sur les projets qui sont soumis aux donateurs dans le cas des projets auxquels les dépenses correspondantes n'ont pas été imputées correctement.
15. L'une des raisons invoquées par les fonctionnaires du PAM pour expliquer les cas d'imputations inexactes est la nécessité de tourner les rigoureux systèmes de contrôle du système WINGS lorsque le financement disponible pour un projet ne suffit pas. Tel est notamment le cas lorsqu'il intervient des retards dans la réception des fonds fournis pour les donateurs pour des projets spécifiques ou lorsque les donateurs ont annoncé un financement mais que les fonds n'ont pas encore été mis à la disposition des bureaux extérieurs dans le système WINGS du fait de retards internes. L'une des principales caractéristiques du mécanisme de contrôle est que le système WINGS ne permet pas d'imputer des dépenses à un projet lorsque le financement est insuffisant. Mes collaborateurs ont constaté que, pour faire face à cette situation, les bureaux de pays du PAM avaient simplement imputé des dépenses à un autre projet en cours pour lequel un financement suffisant était disponible.

Recommandation 1. Pour garantir l'exactitude des informations financières, et particulièrement des états financiers et des rapports présentés aux donateurs, je recommande que la direction générale passe régulièrement en revue les informations entrées dans le système WINGS pour confirmer que les dépenses sont imputées correctement au projet auquel elles se rapportent.

Recommandation 2. Je recommande en outre que la direction améliore les procédés internes pour que le financement nécessaire soit rapidement mis à la disposition des bureaux extérieurs au moyen du système WINGS afin de faciliter ainsi la comptabilisation et l'imputation exactes des dépenses afférentes aux projets.

16. Mes collaborateurs ont constaté que, lorsque les dépenses afférentes au projet n'étaient pas comptabilisées de façon exacte, c'était aussi par suite de l'utilisation de soldes non dépensés correspondant à des projets dont les activités étaient achevées. Ils ont constaté que, dans plusieurs cas, des autorisations d'engagements de dépenses avaient été données à des bureaux extérieurs au titre de soldes non dépensés correspondant à des projets qui n'étaient plus opérationnels et que, dans certains cas, des dépenses encourues au titre d'un projet en cours avaient été imputées à un projet ancien alors même que les activités de la catégorie considérée avaient cessé dans le pays. En Arménie et en Colombie, par exemple, des dépenses avaient été imputées à la catégorie des opérations d'urgence alors même qu'aucune opération de ce type n'était en cours au moment de l'audit. En Albanie, il n'avait pas été imputé de coûts d'appui directs au cours des six premiers mois d'une intervention prolongée de secours et de redressement parce que les coûts d'appui avaient été imputés à une opération d'urgence régionale qui avait pris fin un an auparavant. Les affectations erronées dans la même catégorie d'activité sont particulièrement fréquentes lorsqu'un projet fait suite à un autre dans le même pays. En pareil cas, il se peut que le premier projet ne soit pas financièrement clos dans le système WINGS jusqu'à une date avancée après que le



deuxième projet est devenu opérationnel. Pendant cette période, les soldes des fonds non dépensés au titre du premier projet sont utilisés pour financer les activités correspondant au deuxième.

Recommandation 3. Une fois que les opérations sont achevées, je recommande que la clôture financière des projets intervienne rapidement et que, le cas échéant, les soldes non dépensés identifiés ne soient redéployés qu'après avoir reçu du donateur de nouvelles instructions concernant leur utilisation et leur affectation.

Imputation des coûts d'appui

17. Les dépenses d'administration et les coûts d'appui apparaissent dans les états financiers sous deux rubriques: coûts d'appui directs (CAD) et dépenses d'administration et d'appui aux programmes (AAP). Les coûts d'appui directs sont définis comme étant ceux qui sont directement imputables à la fourniture d'un appui à un programme et qui ne seraient pas encourus si ce dernier prenait fin. Les dépenses d'administration et d'appui aux programmes sont les coûts qui ne peuvent pas être directement rattachés à une activité ou catégorie d'activité déterminée. Néanmoins, il n'existe pas de distinction claire entre les types de dépenses à comptabiliser au titre de ces deux catégories de coûts d'appui. À l'heure actuelle, les montants qui apparaissent dans les états financiers au titre de chaque catégorie dépendent des allocations budgétaires plutôt que de la nature des coûts d'appui encourus ou de leur montant effectif. Au niveau des pays, par exemple, les dépenses correspondant au directeur de pays, à deux administrateurs nationaux et à trois agents nationaux des services généraux, plus 55 000 dollars par an, sont allouées aux bureaux de pays au titre des dépenses d'administration et d'appui aux programmes. Les dépenses d'administration ou coûts d'appui dépassant ce budget, le cas échéant, sont comptabilisés comme coûts d'appui directs, sans égard à la question de savoir s'ils peuvent ou non être rattachés directement à une activité ou catégorie d'activité déterminée.
18. Pendant leur visite en Afghanistan, mes collaborateurs ont constaté que le bureau de pays n'établissait aucune distinction du tout entre les deux catégories de dépenses. Dans un premier temps, toutes les dépenses étaient comptabilisées comme coûts d'appui directs, avec une imputation en fin d'année de 55 000 dollars aux dépenses d'administration et d'appui aux programmes en vue d'utiliser l'intégralité du budget. Dans d'autres pays visités lors de l'audit, le loyer des locaux avait été rangé dans la catégorie des dépenses d'appui aux programmes dans certains pays et dans celle des coûts d'appui directs dans d'autres, selon que le budget AAP était ou non suffisant. Dans certains pays, comme en Tanzanie, une tentative avait été faite en début d'année d'établir des définitions claires, mais le budget s'est avéré insuffisant pour couvrir ce que le bureau de pays considérait comme des dépenses de fonctionnement de base non imputables à des programmes (loyer, communications, fournitures de bureau, etc.). De ce fait, dans bien des cas, beaucoup des services du personnel de base (par exemple personnel des finances) et d'autres coûts avaient été comptabilisés comme coûts d'appui directs.
19. Lors de leur visite au Bureau régional de Johannesburg, mes collaborateurs ont constaté que celui-ci n'avait, au cours de ses six premiers mois de fonctionnement, disposé d'aucun budget AAP et que l'intégralité des dépenses de démarrage du bureau avaient été imputées au budget de l'opération régionale d'urgence. Ils ont constaté en outre que le Bureau régional de Rome avait été intégralement financé au moyen des coûts d'appui directs correspondant à l'opération d'urgence régionale dans les Balkans et que ledit bureau n'avait donc enregistré aucune dépense au titre du budget AAP. Ce manque de cohérence dans le traitement comptable appliqué se reflète directement dans le système WINGS, de sorte que celui-ci ne peut pas fournir d'informations de gestion exactes au sujet des niveaux effectifs



des coûts d'appui directs et indirects encourus par le PAM. Notre prédécesseur, la Cour des comptes, a soulevé la question de la comptabilisation des dépenses AAP dans son rapport d'audit pour l'exercice biennal 1998–1999 et nos propres conclusions confirment que cette question n'a pas encore été réglée de manière satisfaisante.

Recommandation 4. Je recommande que la direction définisse plus clairement les catégories des dépenses AAP et des CAD à la lumière du type de dépense que chaque catégorie est censée couvrir, afin de faire en sorte que les dépenses d'administration et les coûts d'appui qui ne peuvent pas être directement rattachés à une activité ou catégorie d'activité déterminée soient systématiquement comptabilisés dans les systèmes financiers comme dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

Production de rapports au moyen du système WINGS

20. Mes collaborateurs ont constaté que la configuration actuelle du système WINGS limite les possibilités pour la direction de suivre les dépenses. L'une des carences du système est qu'il ne peut produire d'états de dépenses par bureau de pays ou par unité administrative spécifique. Il est impossible d'établir un rapport permettant de passer en revue toutes les opérations intéressant un bureau de pays donné, à moins que celui-ci ne fasse spécifiquement le nécessaire lors de l'ouverture des comptes fournisseurs et de l'entrée des informations sur les paiements. Pendant leurs visites d'audit sur le terrain, mes collaborateurs ont constaté que seul le Bureau régional de Bangkok pouvait produire au moyen du système WINGS des rapports de suivi spécifiques. Du fait de ces limitations du système WINGS, il est difficile de tenir le directeur de pays et directeur de programmes pour responsables des dépenses afférentes aux activités dont ils sont chargés.
21. Le Règlement financier du PAM stipule que le Programme doit tenir ses comptes sur la base d'une comptabilité par fonds. Des fonds distincts sont créés dans le système WINGS pour différentes contributions des donateurs; ces fonds font apparaître, entre autres éléments, les contributions versées au titre des produits et du transport maritime. Cependant, les contributions provenant de donateurs différents sont virées, dans le cas des coûts connexes, à des "fonds globaux" du système, de sorte qu'il n'est plus possible d'identifier les contributions individuelles, ce qui empêche de suivre l'ensemble d'une contribution dans le système, de la réception des contributions au décaissement des dépenses et de vérifier que toutes les conditions auxquelles le donateur a subordonné les dépenses ont été respectées. Mes collaborateurs ont constaté que lorsque les donateurs soumettent l'utilisation de leurs contributions à des conditions, les services du PAM doivent, à posteriori, réimputer manuellement les dépenses aux diverses contributions au moyen d'un tableau Excel étant donné que les informations nécessaires ne sont pas disponibles dans le système WINGS.

Recommandation 5. Comme le système WINGS doit prochainement être actualisé, je recommande que le PAM envisage de le reconfigurer de sorte qu'il puisse produire des états de dépenses par bureau de pays et par unité administrative et qu'il permette de suivre les différentes contributions du moment où elles sont reçues à celui où elles sont dépensées.



Directives et supervision financières

22. Pendant leurs visites des sept bureaux régionaux et de dix bureaux de pays mes collaborateurs ont examiné et discuté avec la direction les rôles de suivi et d'appui du siège, à Rome, ainsi que des bureaux régionaux dans le contexte des activités du bureau de pays. Ils ont constaté que les bureaux de pays ne recevaient pas toujours de directives claires quant à la façon de régler certaines questions financières, ce qui s'était traduit par un certain nombre d'inexactitudes et de contradictions dans les procédures comptables appliquées par différents bureaux. L'on pouvait en citer comme exemple la comptabilisation des montants à recouvrir au titre des droits d'accise et de la valeur ajoutée; la comptabilisation des avances et des acomptes aux fournisseurs; la comptabilisation du produit de la vente de produits impropres à la consommation; et les questions liées à l'application des taux de change.
23. Mes collaborateurs ont constaté que le manuel des finances applicable du PAM, le Guide comptable des bureaux de pays, avait été mis à jour pour la dernière fois en 1999, avant l'introduction du système WINGS et du livre de caisse électronique utilisé par les bureaux de pays où le système n'avait pas encore été déployé (COAGSAPInt) et avant la décentralisation. En outre, les directives financières et autres n'existaient qu'en anglais, de sorte que le personnel, dans différentes régions du monde, avait peine à comprendre pleinement ce que l'on attendait de lui.

Recommandation 6. Je recommande que la direction mette à jour en priorité le Guide comptable des bureaux de pays pour mettre à la disposition de ces derniers un manuel détaillé reflétant les changements apportés au système de gestion financière depuis 1999 et envisage, lorsqu'il y a lieu, de publier le guide en espagnol et en français. Cette recommandation a également été formulée par mes prédécesseurs.

24. À la suite du processus de décentralisation, les responsabilités en ce qui concerne le suivi et la supervision de la gestion financière ont été transférées du siège, à Rome, aux bureaux régionaux respectifs. Pendant leurs visites aux sept bureaux, mes collaborateurs ont constaté que les activités de suivi et de supervision étaient très limitées. Le plus souvent, les fonctionnaires des finances des bureaux régionaux avaient fait porter leur attention surtout sur l'appui administratif et financier fourni à leurs bureaux et sur l'apurement indispensable des entrées de données rejetées par le système WINGS et n'avaient guère eu le temps de fournir un appui aux bureaux de pays de leur région et de superviser leur gestion. Les bureaux de pays qui ne sont pas raccordés au système WINGS doivent envoyer des états financiers mensuels à leur bureau régional et au siège, et notamment des états des dépenses, des rapprochements des comptes bancaires et des informations sur l'état des avances. Mes collaborateurs n'ont pas pu déterminer que ces rapports mensuels soient véritablement examinés, que ce soit au siège ou au bureau régional correspondant.

Recommandation 7. Je recommande que les bureaux régionaux soient clairement chargés de superviser et de suivre la gestion financière des bureaux de pays et des projets de leur région afin de pouvoir garantir l'intégrité des systèmes de contrôle budgétaire et financier du Programme.

25. L'introduction du système WINGS dans les bureaux de pays devrait permettre de renforcer l'appui fourni et d'améliorer l'information en matière de gestion financière. Mes collaborateurs ont relevé néanmoins que la façon dont le système WINGS était utilisé soulevait un certain nombre de problèmes, les plus fréquents ayant trait au processus automatisé de rapprochement des états bancaires dont l'exécution sous WINGS était mal connue et mal comprise par les fonctionnaires intéressés du PAM, ce qui avait affecté les contrôles internes opérés par divers bureaux pendant la période considérée. Mes



collaborateurs ont constaté en outre qu'un bureau régional n'avait pas compris les procédures d'achat et de paiement du système WINGS et avait ainsi été conduit à entrer dans le système les commandes en même temps que les dépenses, après réception des biens et services correspondants.

Recommandation 8. Je recommande que le PAM organise à l'intention du personnel des bureaux extérieurs une formation de rappel au système WINGS pour que les fonctionnalités du système soient utilisées intégralement et comme il convient et pour que les mesures de contrôle interne soient adéquates.

Prime de fret

26. Pendant l'exercice biennal, mes collaborateurs ont évoqué avec le Secrétariat deux préoccupations majeures concernant le traitement appliqué à des contributions spécifiques du principal donateur du Programme. Premièrement, le PAM ne divulguait pas intégralement la valeur des contributions en espèces reçues du donateurs ni les montants correspondants payés aux fournisseurs de services de transport maritime, de sorte qu'aussi bien les recettes que les dépenses avaient été sous-estimées à hauteur de 200 millions de dollars pendant l'exercice biennal. Deuxièmement, en ne percevant pas de coûts d'appui indirects sur ces contributions, le PAM ne respectait pas sa propre politique de recouvrement intégral des coûts et, en pareille circonstance, le Directeur exécutif ne peut pas autoriser une dérogation au recouvrement des coûts d'appui indirects. Mes collaborateurs ont recommandé au Secrétariat que les contributions et les dépenses soient reflétées dans les états financiers à l'exclusion de la prime de fret et que la question soit portée devant le Conseil d'administration pour approbation. En février 2004, le Conseil a examiné la question du recouvrement des coûts d'appui indirects sur ces contributions et a accordé une dérogation pour l'exercice biennal 2002–2003.

Fraude, paiements à titre gracieux, montants passés par pertes et profits et engagements conditionnels

27. Le Secrétariat a informé mes collaborateurs que, pendant l'exercice biennal, le PAM avait découvert 33 cas de fraude ou de fraude présumée représentant au total une valeur estimée à 2,8 millions de dollars. Pendant l'exercice, un montant de 232 775 dollars avait été passé par pertes et profits à titre de pertes irrécouvrables, conformément à l'article 12.4 du Règlement financier. Pendant l'exercice, des paiements à titre gracieux d'un montant total de 158 000 avaient été effectués conformément à l'article 12.5 du Règlement financier. La direction a informé mes collaborateurs que les engagements conditionnels se montaient à 2 millions de dollars.

SUITE DONNÉE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR L'EXERCICE BIENNAL 2000–2001

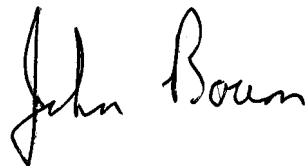
28. J'ai, par principe, examiné les progrès accomplis par le Secrétariat dans la mise en oeuvre des recommandations de mes prédécesseurs. Leur rapport final pour l'exercice biennal 2000–2001 portait sur différentes questions financières, la gestion de la trésorerie, la décentralisation et la suite donnée au Programme d'amélioration de la gestion financière (FMIP). Mes collaborateurs ont examiné les deux documents établis par le Secrétariat à propos desdites recommandations (WFP/EB.3/2002/5-A/1/4 et 5).



29. Mes collaborateurs ont constaté que le Secrétariat avait mis en oeuvre certaines des principales recommandations, par exemple celles concernant le passage à une comptabilité d'exercice, la gestion de la trésorerie et le FMIP. Néanmoins, d'autres recommandations touchant les manuels d'instruction et d'autres questions comptables de caractère technique n'ont toujours pas été appliquées et sont actuellement à l'étude par le Secrétariat. Certaines de ces recommandations remontent au rapport que mon prédécesseur a soumis au Conseil d'administration pour l'exercice biennal 1998–1999. Mes collaborateurs ont été informés que le Secrétariat présentera un rapport complet exposant en détail la suite donnée par le PAM à chaque recommandation, qui sera soumis au Conseil d'administration en octobre 2004.

Remerciements

30. Je tiens à remercier le Directeur exécutif et les fonctionnaires du PAM de la coopération dont ils ont fait preuve et de l'assistance qu'ils ont fournie pendant mes vérifications.



Sir John Bourn

Contrôleur et vérificateur général des comptes du Royaume-Uni

Commissaire aux comptes



ANNEXE**BUREAUX RÉGIONAUX ET BUREAUX DE PAYS DU PAM VISITÉS PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES PENDANT L'EXERCICE BIENNAL 2002–2003**

Bureaux régionaux	Siège du bureau régional	Bureaux de pays visités
Asie	Bangkok (Thaïlande)	Phnom Penh, Cambodge
Méditerranée, Moyen-Orient et Asie centrale	Le Caire (Égypte)	Islamabad, Pakistan Kabul, Afghanistan Mazar-e-Sharif, Afghanistan Termez, Ouzbékistan
Afrique de l'Ouest	Dakar (Sénégal)	Bamako, Mali
Afrique australe	Johannesburg (Afrique du Sud)	Luanda, Angola
Afrique orientale et centrale	Kampala (Ouganda)	Lokichoggio, Kenya Nairobi, Kenya Kigali, Rwanda Dar Es Salam, Tanzanie
Amérique latine et Caraïbes	Panama City (Panama)	Bogotá, Colombie
Europe orientale	Rome (Italie)	Yérévan, Arménie

